



Fédération Syndicale Unitaire
Section de la Martinique

Enseignement Éducation Recherche Culture
Territoriale Administration Santé Social



Fort-de-France, mercredi 12 mars 2014

Objet : communiqué de presse
Concerne : grève du 18 mars 2014

Madame, Monsieur,

Je vous remercie de bien vouloir diffuser le communiqué suivant qui indique les raisons du préavis de grève pour la journée nationale de manifestation de la fonction publique, le 18 mars prochain.

Bien cordialement

Yvon JOSEPH-HENRI

Secrétaire Départemental de la FSU Martinique

0696 80 96 02





COMMUNIQUE DE PRESSE de la FSU Martinique Préavis de grève pour le 18 mars 2014

La FSU Martinique, dépose un préavis de grève pour couvrir les collègues qui souhaiteraient participer à l'appel à la grève du 18 mars prochain.

En Martinique, les conditions ne sont guère favorables à un appel à la grève du fait des récents troubles que l'île a connus. De plus, après les vacances de Carnaval, il n'apparaît pas opportun à bien des collègues du premier et du second degré de s'arrêter et de risquer de démobiliser les élèves en plein bouclage du 2^{ème} trimestre.

Et pourtant les motifs de mécontentement ne manquent pas. Face à une politique de gel des rémunérations depuis de nombreuses années, le décrochage du niveau de vie des personnels de l'Éducation Nationale atteint un niveau jamais vu et nombreux sont les collègues qui se retrouvent en difficulté. Le métier devient aussi plus difficile face à une population scolaire souvent démotivée, qui a le sentiment qu'après tout l'institution n'ayant cure de leur devenir, ils passeront de niveau en niveau sans coup férir pour finalement se retrouver sans espoir d'accéder au métier auquel secrètement parfois ils aspiraient.

Mais c'est localement que les raisons de notre mécontentement sont les plus vives :

- Une école primaire sinistrée où même le papier des fax fait défaut lorsqu'il y a un fax ! Inutile de parler des dotations pédagogiques et des éléments de jeux dans les cours de récréation...
- Un second degré qui n'en peut plus écrasé par les réformes qui se succèdent au milieu de suppressions de postes qui font de la Martinique la première académie de France et d'Outre-mer pour ces fermetures ;
- Un désespoir de plus en plus criant devant la destruction de nos Centres d'Information et d'Orientation en quasi cessation de paiement et l'abandon manifeste de nos conseillers d'orientation psychologues ;
- Une gestion catastrophique des carrières qui interdit à nos jeunes diplômés de l'Éducation Nationale de pouvoir revenir au pays qui a tant besoin de ce sang neuf devant l'hémorragie qui le gagne ;
- Un rectorat gagné par la paralysie, qui ne répond plus, ne traite plus les dossiers, ne paie plus ses non-titulaires ou alors au lance-pierre...un rectorat sans tête, grand corps devenu l'objet de tensions et de prises de pouvoir internes, incapable de gérer les problèmes que rencontrent les personnels.

La liste serait trop longue si on la voulait exhaustive mais il suffit que chacun fasse le constat du métier qu'il envisageait en passant les concours parmi les plus difficiles et de ce qu'il constate dans sa



**Fédération Syndicale Unitaire
Section de la Martinique**

Enseignement Éducation Recherche Culture

Territoriale Administration Santé Social



réalité quotidienne ! Qu'il fasse le constat entre la fonction publique qu'il a pu connaître dans le passé et celle qu'il découvre...

Dès lors, nous encourageons nos collègues à soutenir l'appel à la grève du SNUIPP au sein de la FSU, tandis que nous invitons les collègues dans tous les établissements et les administrations à débrayer sous forme d'AG afin de débattre des problèmes à dénoncer, en préparant les prochaines actions.

La FSU Martinique demande à tous de prendre conscience de l'effondrement du socle sur lequel est bâti notre Education Nationale, ainsi que toute la fonction publique, et de se préparer à une série de mobilisations durant les mois d'avril, de mai et de juin pour les collèges et le primaire ainsi que l'ensemble des administrations d'Etat et des collectivités publiques. Il est plus que temps de réagir et de faire entendre notre total désaccord avec la politique menée tant localement que nationalement.

